12 m

EDITION DU MATIN TOUS LES JOURS

BURBAUE & REDACTION ROUBAIX, 71, Grando-Rue, Télép. 554 et 1070 TOURCOMG: 33, rue Carnet, Téléphone 1240

TARIF D'ARONNEMENTS

Le Cinquième Tirage de la Loterie des Loteries

Le Problème Alsacien-Lorrain

M. de Scheen derient ambassader d'Al-landalin, qui se retire après neuf années de séjour auprès de notre gouvernement. Cette nomination est, semble-t-il, asses

Catte nomination est, semble-t-il, asses significative. Nul n'ignore en Allamagna le rele de médiateur et de conclinteur que M. de Schoen a plusieurs fois tenu à l'égard de la France: De nombreux journaux allemands ne manquent pas en ce moment de lui reprecher; d'autres, au contraire, l'en féliaiteut; sub doute que, a'il vient en l'Imprecher; d'autres, au contraire. L'Allemagne, qui craint l'Angleterre, théraise en effet depuis audique temps à atténuer le rigidité de ses rapports avec motre pays, à ce point qu'on a pu voir dans cetta tendance, un élément important de la colution pacifique de l'incident de Casablance.

solution pecifique de l'incident de Casa-blanca.

Mais en France, on accueille très diver-cement les avances de l'Allemagne. M. les fonteur d'Estpurnelles de Constant a bien accepté d'aller faire, à Beelin, une confé-rense presque cordiale; per contre, on a vu les membres de l'Institut de France resuser une invitation de l'Université allemande. Cet que, peur le Français, ne vient pas-rité l'oubli du passé. Sans doute, quarante ans déjà se sont écoulés depuis que la perte de ses gueriness de l'Est a fait à la France une himesse qui a peine à se cicatrises; mais si elle n'en parle pas beaucoup, elle y peuse du meins toujours.

Comment donc aller de bon cœur entou-rer d'égards et de sympathie un vainqueur qui, lui non plus, n'oublie pas, qui construit sans cosse de nouveaux forts pour protégie se conquête, et dont le turbulent Kaher se parmet trop souvent de burlesques mais

sa conquête, et dont le turbulent Kamer so parmet trop souvent de burlesques mais dangarcures fantaixies oratoires l' dangarcures fantaixies oratoires l' pes et lourdement la botte de la Prusec. Si, comme elle le réclame, on lui donnait au moins son autonomie, alors peut-être, sa-chant nos frères plus à l'aise et à demi-chient productionneus envisager moins pourrions-nous envisager moins ent l'hypothèse d'un rapproche-

Mais le problème alsacien-lorrain n'est me encore selutionné. Et l'Empire a peine accorder à ces provinces le droit d'être a Etat. Il chicane avec elles et ne cosse

L'abbé Wetterlé, le leader alsacien de l'autonomie, le constate encore dans une résente interview qu'il est bon de connaî-tre « Les dénonciateurs patentés du panrésente intervier qu'il est bon de connaitre « Les dénonciateurs patentés du pangermanime découvrent partout des retours agrasifs du passé, ils voient dans les revendications politique et économiques les moins contestables, l'expression d'un espris antinational. Ils ergotent, coupent un cheren en quatre ou découvrent de grands complots. Confesseurs tortionnaires, ils cambristeut constamment nos consciences; ils moss possent des questions indiscrètes, cherchent l'intention condamnable là où les faits matériels ne leur donnent aucune prise.

l'homme qui n'admire pas les horreurs que les architectes allemands ont élevées à côté des mervailles des artistes des siècles passés, la femme qui achète ses toilettes à Paris, pout des protestataires! — A tout prix, ils entemdent nous suspector pour être anteriets à employer la force qui est leur soule manière d'imposer l'amonr.

» Pourtant, continue-t-il, nous ne réclamons que « d'occuper dans l'Allemagne, pays confédére, une place égale à celle des Biats qui forment la Confédération. — On nous effe on ce moment de faire de nous les matéries des domaine dont nous voulons devenir les possesseurs incontestés et incon-

motiordemes du domaine dont nous voulons devenir les possesseurs incontentés et incontentés. Cela me seurais suffire. Un simple evancement dans la cartière des larbins ne fait pes l'affaire d'un peuple qui a donné ne preuves et qui se gouvernerait beaucoup ment qu'il n'e été jusqu'ici gouvené.—
Tant que l'autonomie de nos provinces n'eltre pas été réglée radicalement, la questim d'alesce Lorraine continuera à subsider et à teroubler l'Europe. Mais nons la natrema hien par sortir vainqueurs, car le bon àtoit un de noure côté, car également notre petimen et natre entitement, aurent raison la tentes hes oppressions. »
L'apphinement, on le voit, ast encore loin de le faire.

Le 29 jain came, à la séance de la Déligation d'Alance-Lorraine », le goucontra d'Alance-Lorraine », le goucate de la réforme de ne constitution.

Et lant que l'Allemanne n'aura pes action de
la réforme de ne constitution.

Et lant que l'Allemanne n'aura pes actionent

Prateire qui veslent au moint avolt;

les me les presentes de l'activité diles me delleve à Paris toute l'activité dilemanne dest il est capable, il lui ser
rende d'abbitir le rende qu'on en attend.

D...

BULLETIN

On ne sait pas encore si Liabouf sora ext-

Mgr Grellier, évêque de Laval, poursus par l'Amicale des institutours de la Mayene à été acquitté par le tribunal de Laval.

sur la catastrophe de Villepreux. Sonstit l'ordre du jour pur et simple.

Joudi a eu lieu le siaquième tirage de la loterie des loteries. Le million a été gagné par le numéro 14.928 de la série 18.

..... INFORMATIONS

La midalle du Marei 30 juin. — Le ministère de la Guerre a cé l'envoi aux divers corps d'armés des se commémoratives de l'expédition du Ma-seront distribuées aux titulaires le l'i

Mort du maire d'Amiene

Mesri de maire d'Amiene

Paris, 30 juin. — M. Albert Cetoire, conseiller général et maire progressiste d'Amianu, est
mort aujourd'hui, jeudi, à Paris, après une ionges et douloureuse maladie, à l'âge de 54 ann.
M. Catoire était entré à la mairie, en 1903,
vec 37 libéraux et progressistes, battant la liste
radicale de M. Fiquet.
Il était depuis longtemps chef du parti progressiste dans la Somme, et avait été plusieurs
fois canditats à la députation et au Séns. Sa
agge administration municipale avait accru sa
popularité.

Paris, 30 juin. — Les évêques à Paris de Juin. — Les évêques protecteurs de Institut catholique se sont réunis ce matin pour analiser pisseleurs questions se rapportant à cet tablissement. Cette réunion a été suivie d'un décuier à l'archevéché. Sous la présidence de Miritante de la commanda del la commanda de la commanda del la commanda de la commanda del la comma

Bordeaux. 20 juin. — M. Jean Dupuy, minis du Commerce, a visité l'Ecole superieure et l'Ec-presique de commerce. Il a insisté sur la néces-poir les élèves d'apprendre les langues étrangé et de développer leurs connaissances techniques Le président de la Chambre de commerce a clame la stabilité douandère et vivement critic

La mission ottomane à Marsellie Marseille, 30 juin. — La mission ottom privée ce matin venere de la bilenna Ca nidi, cile se rendra à Arles. Mort d'un général

Lyon, 30 juin. -- Le général de division du cadre a réserve Lucien Trone, est décédé hier, agé de

Le semie Toistel malade Saint-Pétersbourg, 30 juin. — Selon un télé-ramme privé, le comte Tolstol serait sérieusement

Choses et Autres

M. Berteaux est beaucoup moins anticlé-rical qu'il ne le dit.
 Vous croyes?
 Sans cela, est-ce qu'il aurait accepté d'étre léputé de Saint-Germain!

Au régiment. L'arrivée des « bleus ».

— Que faisiez vous dans le civil, vous?

— J'étais lampiste, mon capitain.

— C'est bien... on vous metra dans les éclaieurs.

L'intérêt nous donne un compagnon, le

Conseil des Ministres

Paris, 30 juin. — Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Fallière. Voici le texte du compte-rendu officieux de la délibération: PROJETS COUVERNEMENTAUX

Le Président du Conseil a annoncé qu'il déposerait aujourd'hui, sur le hureau de la Chambre, le projet de statut des fonctionnai-res et le projet de réforme élecherale.

POUR LES INONDES

En raison des nouvelles inondations et des tempêtes de grêle qui ont sévi dans diverses régions, le président du Conseil demandera à être autorisé, par un projet de loi, à effectuer à des secours immédiats, jusqu'à concurrence de 1.500.000 frances, les fonds votés à la suite des inondations du mois de février.

DANS LA CHAQUIA Le Conseil a pris connaissance des télé-rammes par lesquels le général Moinier rend grammes par lesquels le general Moliner rend compte des opérations militaires provoquées par la présence de Ma-el-Anin, au Sud de la Chaouia. Il a approuvé-les instructions rélégraphiques adressées au général et lui prescrivant de ramener ses troupes dans les positions habituelles qu'elles occupent à l'intérieur de la Chaoula.

M. FALLIERES A CLERMONT Le Président de la République, qui se rend dimanche prochain à Clermont-Ferrand, sera accompagné des ministres de la Guerre et du Commerce.

A LA MEMOIRE DE FLOQUET Le Ministre de la Justice et le sous-secré-taire d'Etat aux Finances, se rendront, le 10 juillet, à l'inauguration du monument élevé à la mémoire de Floquet, à Saint-Jean-Fied-de-Porc.

La France au Maroc

DAME LA CHACHIA

Mast Alnin on fulto Londres, 30 juin. — On assure qu'après le combat du 23 juin, Mael Ainin s'est enfut vers le Sud renonçant à son voyage à Fer.

A LA PRONTIÈRE ALGERO-MAROGAINE Paris, 30 juin. — D'après une sote officieuse, on ne prépare actuellement aucune opération militaire, mais on vent simplement assurer d'une manière efficac la protection de sotre frontière jusqu'à la Mouloula. CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. BRIAND DÉPOSE TROIS PROJETS

La Réforme électorale Le Statut des Fonctionnaires -- Le Régime des Mines

La Catastrophe du "Pluviôse"

Une question de M. Milleveye. -- Répense de l'amiral Bené de Lapsyrère La question est transformée en interpoliation qui sera discutée nitériourement

Paris. 30 juin. Paris, 30 juin.

La séance est ouverte à 3 heures, sous la
présidence de M. Berteaux, vice-président.

Il n'y a guère qu'une centaine de députés
en séance. Les tribunes par contre sont assex
garnies. MM. Briand, Barthou et l'amiral
Boué-de Lapeyrère sont au banc du gouver-

ement. Divers projets de résolution relatifs à des modifications du règlement sont renvoyés à la commission du règlement qui vient d'être nommée dans les bureaux.

M. Briand dépase trois projets de loi LA REFORME ELECTORALE LE STATUT DES FONCTIONNAIRES LE RECIME DES MINES

M. Briand, président du Conseil, monte à la tribune et dépose trois projets de loi relatifs à la réforme électorale, au statut et au droit d'association des fonctionnaires, au régime général des mines. Ces projets sont renvoyés aux commissions compétentes.

La Catastrophe du "Pluviôse"

Use question de M. Milleveye,
M. Millevoye a la parole pour poser une
question au ministère de la Marine, sur les
mesures que le Gouvernement compte prêndre pour assurer la protection et le sauvetage des sous-marins.
M. Millevoye. — Il faut que le sous-marin
reste malgré la catatrophe du « Pluviose »
l'arme essentielle de notre défense nationale.
Il faut seulement s'appliquer à atténuer les
risques.

L'expérience récente a montré la faillite le nos moyens de sauvetage. Des heures, des ours ont été perdus. Calais a assisté à la catastrophe sans avoir pu venir en aide aux victimes. Comment, M. le ministre de la Mactimes. Comment, M. le ministre de la Ma-tique espère-til remédier à cette situation ans l'avenir? Il ne suffit pas que la Ma-ne cherche elle-même une solution. Il faut ue les inventeurs étrangers à l'administra-on soient bien accueillis par elle et encou-igés à poursuivre leurs études (Très bien! rès bien à droite et au centre). L'amiral Boué de Lapeyrère, ministre de la Marine répond à M. Millevoye.

Répease du Ministre de la Marine

Répease du Ministre de la Marine

L'amiral Boué de Lapeyrère. — La perte
d'un sous-marin n'est irréparable que lorsqu'une brèche s'est produite dans la coque;
mais si cette brèche est à la partie supérieureusement ce n'était pas le cas du « Pluviose». Il y avait à Calais, des moyens suffisants pour ramener le Isous-marin dans
l'avant-port, s'il n'avait pas' été blessé à
mort. Les inventions soumises à la Marine
sont examinées par elle, avec le plus grand
soin et elle accepte de grand cœur tout ce
qui lui paraît utile à la défense nationale
(Très bien! Très bien!) Dès mon entrée au
Ministère, je me suis occupé de la question
des boucles de sauvetage, c'est grâce à cesboucles que l'on a pu relever le « Pluviose».
J'ai appriqué les plans d'un dock de relevage. S'il n'est pas encore prêt, c'est que le
tonnage des sous-marins a augmenté. J'ai
aussi passé un marché avec une autre compagnie, pour faire un ponton releveur, qui
sera fait plus rapidement (Très bien! Très
bien.!)

En fait de moyens de sauvetage, il n'existe

bien.l)
En fait de moyens de sauvetage, il n'existe que les casques qui ont été achetés il y a 6 mois et qui sont en expérience dans le port de Cherbourg.

M. Millewoye. — Il paraît qu'à l'étranger, ces casques ont donné un résultat satisfaisant.

sant.

Le ministre de la Marine. — Il serait imprudent de se leurrer d'illusions, les câbles
de relevage possible deviendront de plus en
plus rarés avec l'augmentation des tonnages.

Mais, il y a eu 30.000 plongées depuis 1900. the treusement of nombre des accidents a fet extrémement rare. Les risques de mer subsistent, mais tous les marins les acceptent. Nos marins sont toujours remplis de courage pour répondre à la confiance du pays (Vifs applaudissements).

M. Millevoye. — Je me déclare satisfait de

000

M. L'AMIRAL BOUE DE LAPETRERE.

ces explications et je me félicite de les avoir provoquées. L'incident est clos.

La question transformée en internellation

Le Président. — J'ai reçu de M. Roblin, une demande de transformation de la ques-tion en interpellation. Le ministre de la Marine. — Je suis à la

tion en interpellation.

Le ministre de la Marine. — Je suis à la disposition de la Chambre (Mouvements).

M. Roblin. — Je me réserve de présenter mes observations, plus tard, au moment du budges. udget. Le Président. — J'ai reçu de M. Deloluze,

une demande tendant à transformer la ques-tion en interpellation.

M. Deloluze. — J'ai également des obser-vations à présenter et je me joins à M. Ro-blin (Très bien! Très bien!)

La date de l'interpellation sera fixée ulté-

LE CANTON DE MAUBEUCE La Chambre adopte projet de loi ten-ant à diviser en deux cantons le canton de

LA VERIFICATION DES POUVOIRS La Chambre valide ensuite sans débat les élections de MM. De Moustier, élu à Baume-les-Dames, Maxime Legendre, élu à Pont-Audèmer et Andrieu, élu à Forcalquier. La séance est alors suspendue. Il est

4 heures 1/2. REPRISE DE LA SÉANCE

LES CREDITS SUPPLEMENTAIRES

A la reprise à 5 heures 25, M. Elotz, rap-porteur, présente au nom de la commission des crédits, le rapport sur le projet de loi, portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1909 et 1910. Adopté avec modification par le Sénat. A l'unanimité de 424 votants, le projet de loi est adopté:

LE RECLEMENT DE LA CHAMBRE Le Président. — J'ai reçu de M. Maunoury, un rapport sur les divers projets de réso-lution tendant à la modification du règle-ment. La Chambre fixe à vendredt, la dis-cussion du rapport.

LA COMMISSION SUPERIEURE DU TRAVAIL

La Chambre procede au scrutin, pour la nomination de deux membres de la commis-sion supérieure du travail. MM. Sibille et Dron sont élus par 326 et 284 voix. Ven-dredi séance à 3 beures. La séance est levée à 6 heures moins le

LE PROCUREUR DE MONTARGIS LA MORT DU DUC D'ALENCON Le prêteur et les lettres anonym

Le préteur et les lettres anonymes

Montargis, 30 juin. — On as souvient qu'un
propriétaire de l'arrondissement avait perdu
un procès en divorce à la suite de lettres anonymes adressées à sa femme. Il crut que l'auteur des démonciations était le proureur de la
République qu'il avait autrefois obligé, et
porta plainte contre lui. Une expertise et
perta l'appet de l'audience, M. Boivin déclare à nouveau qu'il a prêté au procureur de
la République, M. Durand, plusièurs milliers
de francs, que celui-ci ne lui a pas rendus.
Il dit que l'auteur des lettres anonymes est,
selm lui, le procureur, en raison de la resemblesse des écritures.
Les experts en écritures, après avoir déposé l'eur rappert, déclarent avair asquis la
conviction que les lettres anonymes sont blen
de M. Durand.

Le roi des Beiges à Londres

Bruxelles, 30 juin. — Le roi est parti pour Londres ce matin, accompagné du général Jungbluth, pour aller présenter ses condoléances au duc de Vendôme, son beau-frère, qui vient d'être frappé cruellement par la mort de son père, le duc d'Alençon.

Instituteurs contre Évêques

nent de Mgr Greiller, évêque de Laval Laval, 30 juin. — Le tribunal de Laval arendu son jugement dans le procès des Amicales des Instituteurs contre Mgr Grellier. Mgr Grellier est acquitté; les amicales sont condamnées aux dépens.

D'après leurs statuts, celles-ti ne sont pas autorisées à ester en justice.

LE TEXTE DU PROJET DE LOI DÉPOSÉ PAR M. BRIAND Voici le texte du projet de loi sur la réformé électorale déposé sur le bureau de la Cham bre des députés par M. Briand:

bre des députés par M. Briand:
Article pemerue. — Les membres de la Chambre des députés sont-dius au scrutin de liste avec représentation proportionnelle des minorités.
Art. 2. — La Chambre des députés est élue pour six ans et renouvelable par tiers tous les deux ans. En vue de ce renouvellement partiel, les départements et groupes de départements sont réparties en trois séries, conformément aux indications du tableau ci-annexé:
Au début de la première session de la Chambre qui sera élue en exécution de la présente loi, ainc sera procéde, par voie de tirage au sort, en séculique, à la détermination de l'ordre de renouvellement des séries.

A titre-transitoire les membres compris dans la première et la deuxième séries ne resteront respectivement en fonction que pendant deux et

pectivement en Jonetien que pendans deux et quatre ans.

Anz. 3. — Chaque circonscription élit un dé-puté par 70.000 habitants et par fraction supplé-mentaire à 35.000 habitants.

Anz. 4. — Chaque département forme une cir-conscription électorale; cependant, selon que le nombre des députés, qui li doit élire d'après les dis-positions de l'article 5 est supérieur a quinze un férieur à quatre, un département peut stre divisé en plusieurs circonscriptions ou, au contraire, réuni à d'autres départements limitrophes. En conséquance, et circonscriptions électorales sont constituées conformément aux indications du tablean a-annexé.

sont constituées conformément aux indications du tablesa ci-annexé.

Aux. S. — L'article 1º de la loi. du 17 juillet 1869 est modifié comme suit : « Nul ne peut être cardidat dans plus de trois circonscriptions.

> L'article 463 du code pénal est applicable aux infractions prévues par la loi du 17 juillet 1869, qui demeure en vigueur pour le surplus, » Aux. 6. — Les lisées sont constituées dans chaque circonscription par les groupements de candidate qui ayant fait la déclaration de candidatore auxigée par l'article 2 de la loi du 17 juillet 1869, se présentant conjointement aux suffrages des électeurs.

1889, se présentant confointement aux suffrages des électeurs.
Une liste ne pout comprendre un nombre de candidata supérieur à celui des députés à élite dans la circonscription. Toute candidature inoide est considérée comme formant une liste à elle seule. Amr. 7. — Toute liste doit être déposée, al préfecture, à partir de l'ouverture de la période detectorale, et au plus tant cinq jours franca avant celui du scrutin.
Dans les circonscriptions formées d'un groupe de département, le dépôt a lieu a la préfecture désignée dans le tableau annacé à la présente loi.

La préfecture enregistre la liste, la numérote et en délivre récépissé à chacun des candidats qui la

composent.

Ne peuvent être enregistrés que les noms des sandidats dont la signature a été apposée sur la siste. L'euregistement est refusé à toute liste ortant plus de noms qu'il y a de députés à l'ince. candidats dont la signauare de liste. L'escregistement est resusé à toute inverportant plus de noms qu'il y a de députés à élire.

Auoun des candidats déjà inserits sur une liste ne peut, dans la même circonscription, être inserit sur une autre liste, à moins d'avoir notifié, à la préfecture, par exploit d'huissier, sa volonté de se retirer de la première, d'où son nom est de la première d'ou son nom est d'aller de la première d'ou son nom est d'aller de la première d'ou son nom est de la première d'ou son nom est d'aller de la première d'ou son nom est d'aller d'

à la préfecture, par exploit d'huissier, sa volonté de se retirer de la première, d'où son nom est l'aussitèt rayé.

Vingt-quatre higures avant Pouverture du scratin, les listes enregistrées doivent être affichées avec leur numéro à la porte des bureaux de vote par les soins de l'administration préfectorale.

Aux. B. — Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de députés à élire dans la circonacription. Il ne peut attribuer plus d'un suffrage par bulletin à chaque candidat.

Aux. 9. — La commission de recensement général des votes constate le nombre total des électeurs inacrities et détermine, en divisant ce nombre par celui des députés à élire dans la circonacription, le quotient électeral.

La commission additionne les suffrages obtennes par les candidats de chaque liste et divise ce total par le nombre de sièges à pourvoir, à l'effet de figer la moyenne étal liste.

La commission attribue à chaque liste dont la moyenne atteint le quotient électoral, autant de sièges que cette moyenne contient de fois le quotient.

La commission proclame élus, jusqu'à concur-

siegas que ceste moyenne contient de fois le quo-tient.

La commission proclame élus, jusqu'à concur-rence des sièges ainsi attribués, les candidats les plus favories de chaque liste.

Si, après lesdites attributions il reste encore des sièges à pourvoir elle proclame, en outre, élus, les autres candidats ayant obtenn le plus grand nombre de suffrages, quelle que soit la liste sur laquelle ils figurent. En cas d'égalité de suf-frages, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

frages, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Ant. 10. — Lorsque aucune liste n'a atteint le quotient électoral, la commission de recensement ne proclame élu aucun candidat. Les proces-verhaux sont transmis à la Chambre des deputés qui constate la nullité des operations électorales. Dans le délàsi d'un mois il est procédé à de nouvelles élections.

Anr. 11. — Les candidats, venant sur chaque liste après ceux qui auront été proclamés élus, seront appelés dans l'ordre des suffrages par eux chtemus, à remplacer les députés de cette liste, det décès, de démission ou pour toute autre cause.

Anr. 12. — Si après appel fait aux suppléants, la roprésentation d'une circonscription est réduite de la motité, il est procédé, dans le délait de

la roprésentation d'une circonscription est reduite de la moitié, il est procédé, dans le délai de
trois nois, à des élections complémentaires, à
moins que la dernière vacance ne se produise
de désputée de la circonscription.
Ann. 13. — Les dispositions de l'article 2 de
la présente loi sont applicables à l'Algérie et
sux colonies, qui, pour le surplus, restent oumises à la législation électorale actuellement en
vigueur. Il demeure attabute six deputés à l'Algérie
rie et dix, aux colonies, canformément aux indications du tableau ci-annexe.
Ann. 14. — Sont abrogées toutes dispositions
contraires à celles de la présente loi.

Tableau des circonscriptions Voici le tableau des circonscriptions:

1" circonscription: Ain, 345.55 habit., 7 députés.
— 6" Alane. 35.466 h. 8 d. — 5" Allier. 417.991 h.
6 d. — 4" Alpes Marietta d. Habit., 8 d. — 5" Allier. 417.991 h.
6 d. — 4" Alpes Marietta d. Habit., 8 d. — 6" Ardéche, 8 d. — 6" Ardéche, 197.496 h.
8 d. — 4" Alpes Marietta d. Habit., 8 d. — 6" Ardéche, 8 d. 15.40 h.
8 d. — 7" Ardennes. 317.505 h. 5 d. — 6" Aude., 8 d. 15.40 h.
8 d. — 7" Ardennes. 317.505 h. 5 d. — 6" Aude., 6 d. 15.40 h.
8 d. — 9" Aude, 300.37" h. 4 d.; Pyrésées07 circulate. 313.17" h. 3 d.; 504.13" h. 3 d. 4"; Pyrésées07 circulate. 313.17" h. 3 d.; 504.13" h. 37.40 h.
16" Aveyron. 37" 21 d. — 15" Calvades. 508.432 h.
16" Cher. 326.436 h., 5 d. — 12" Calvades. 508.432 h.
16" Cher. 326.436 h., 5 d. — 12" Corrèse. 331.733
h. 3 d. 4" 5" Charcuse-Inféréence. 463.738 h. 6 d. —
16" Cher. 326.436 h., 5 d. — 17" Corrèse. 317.4350 h.
16" Cher. 346.436 h., 5 d. — 17" Corrèse. 317.4350 h.
16" Cher. 447.606 h. 4 d. — 2" Dordecene.
17" Corress. 74.004 h., 4 d. — 2" Dordecene.
14" 1008 h. 4 d. — 2" Dordecene. 300.110 h. 5 d. —
20" Euro-6-Loir, 370.008 h., 4 d. — 3" Finistère.

La Réforme électorale Monte d'aronne, souses h., é d. ; A manufacture d'aronne, souses de la manufacture d'aronne, souses de la manufacture de la manufactur

35° circonscription: Harsalt, 4862779 habit
7 députés. — 35° Ilbert-Villaine, 41:556 h., 5°
177° Indre. 390.216, h., 4 d. — 35° Ilmere-18
1779 B. P. 190. — 35° Ilbert, 582.35 h., 5 d. — 48°
178° Indre. 390.216, h., 4 d. — 35° Indre-18
1799 B. P. 190. — 43° Ilbert, 582.35 h., 5 d. — 48°
180. — 49° Ilbert-Cher. 376.619 h., 4 d. — 48° Ilbert-Cher. 376.619 h., 4 d. — 48° Ilbert-Cher. 396.699 h., 4 d. — 48° Ilbert-Cher. 396.699 h., 5 d. — 48° Ilbert-Cher. 396.690 h., 7 d. — 396° Ilbert-Cher. 396.690 h., 7 d. — 396° Ilbert-Cher. 396.690 h., 30° Ilbert-Cher. 396.690 h., 30° Ilbert-Cher. 396° Ilbert-Cher. 3

TROISIÈME SÉRIE

gal, 1 dep. — Total, 193 deputés.

TROISIÈME SÉRIS

65' circonscription': Pyrénées-Bance. 465.817 habit., 3 dep.; total, 60 deputés. Prenées-Bance. 500 apr habit., 3 dep.; total, 600.218 habit., 9 deputés. — 67 Raben., 3 dep.; total, 600.218 habit., 9 deputés. — 67 Raben., 585.907 h., 12 d. — 67 Barthe; 537 R., 9 d. — 67 Barthe; 67 Sados-et-Loire, 653.377 h., 9 d. — 67 Barthe; 67 Sados-et-Loire, 653.377 h., 9 d. — 67 Barthe; 67 Sados-et-Loire, 653.377 h., 9 d. — 67 Barthe; 67 Sados-et-Loire, 653.377 h., 9 d. — 67 Barthe; 67 Sados-et-Loire, 653.377 h., 9 d. — 67 Barthe; 67 Paris, 17 Seine: 77 Paris, 17 S. 7. 7. 7 Tarr., 564.351 h., 8 d.; 76 Paris, 17 Seine: 77 Paris, 17 S. 7. 7. 7 Tarr., 564.351 h., 8 d.; 76 Paris, 17 Seine: 17 Paris, 17 Seine: 500.47 h., 8 d.; 76 Paris, 17 Seine-fine: 10 Seines Seine: 10 Seines Seine

LA OUESTION SCOLAIRE

Contre les droits des pères de famille

Paris, 30, juin. — Aujourd'hui a été distri-buée aux députés la proposition de loi de M. Ferdinand Buisson relative à l'application de la loi sur l'obligation de l'enseignement 'principe. Dans l'exposé des motifs, M. Buisson. ladie. Dans texpose des notes, a bessolicitare nettement que sa proposition est diri-gée contre la surveillance de l'école publique aar les Asociations de pères de famille; il ait prévoir à brève échéance, un remaniement fait prévoir à brève échéance, un remaniement de la législation et en attendant, il propose une loi introduisant dans la loi du 28 mars 1832, les dispositions additionnelles auvantes. L'empêchement apporté à la participation régulière des élèves de l'école publique aux exercices obligatoires de l'école est assimilé aux autres infractions partielles à la présente loi et donne lieu, s'il est imputable aux parents ou personnes responsables, à l'application des sanctions prévues par la présente loi; s'il est imputable aux ministres des Cultes, à l'application de l'article 35 de la loi du 9 décembre 1905, sur la Séparation des Eglisea et de l'Etat.

SÉNAT

Séance du 30 juin 1910 La Catastrophe de Villegraux

Interpellation de M. Caudin de YHialaa, Répense de M. Millerand. — Vele de l'ordre du jour pur et simple.

La séance est ouverte à deux heures 50, sous la présidence de M. Dubost.

L'interpellation de M. Gaudin de Yillaine, sur la catastrophé de Villepreux a âtriré de nombreux sénateurs.

M. Beaugey, directeur de l'Ouest, se tient dans un des couloirs d'accès de l'hémicycle et paraît peu rassuré sur l'issue d'un débat qui aurait pu être évité, sans l'incurie et l'incapacité dont ses bureaux ont fait preuve, dans la réorganisation du nouveau réseau, théâtre de la catastrophe.

LA CATASTROPHE DE VILLEPREUX

M. Gaudin de Villaine a la parole pour alévede Villepreux.

L'orateur signale que sur l'Ouest État, les accidents succèdent aux accidents, et que ce sont les pouvoirs publics qui en contrespon-

En ce qui concerne la catastrophe de Ville-preux, l'accident n'est pas du à une negli-

preux, l'accident n'est pas dû à une défigence du mécanicien Leduc; il n'a pas été, prouvé que le disque indicateur avait été termé, et il n'a pas été fait davantage usage des pétards dont le bruit aurait prévenu le mécanicien. Sa machine était par ailleurs en mauvais état.

A Versailles on a négligé d'envoyre une locomotive pour remosquer le train en détresse, à Saint-Cyr on n'a fermé aucun signal, et d'autre part, la conduite d'un express a été confiée à un simple chauffeur.

La responsabilité de l'Ouest-Etat est donc bien enragée.

connée à un simple chauteur.

La responsabilité de l'Ouest-Etat est donc
bien engagée.

Il faut éviter le retour de semblables accidents. On le pourrait avec l'adoption s'lu blocsystèm de l'éclairage électrique, éa meilleures locomotives, etc., etc.

M. Albert Gérard demande pourquot, la
l'instar de l'Allemagne, on n'adopte pas un
appareil avertisseur-enregistreur, et qui force
le mécanicien à s'arrêter.

M. Emile Reymond présente à son tours
quelques observations sur l'emplué des crédits
préves pour les travaux de sécurité.

M. Millerand répond bux interpolatique.

Le ministre des Travaux politirs toure
alors à la tribune.

Il fait ses réserves relativement à lu responsabilité de l'accident. Il ajoute que toute les
mesures de précaution avaient de puisse, unua
à la gare de Villepreux qu'à callé de
Cyr. Il dit également que les machines écuient